

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

1<sup>er</sup> mars 2011

**PROJET DE LOI**  
portant des dispositions diverses

**AMENDEMENTS**

déposés en commission de l'Économie

N° 4 DE M. **TOBBACK** ET MME **VANHESTE**

Art. 3/1 (*nouveau*)

**Dans le Titre 2, insérer un nouveau chapitre 2 intitulé "Mesures visant à maîtriser les prix", contenant un article 3/1 rédigé comme suit:**

*"Art. 3/1. Dans la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix, il est inséré un article 2ter rédigé comme suit:*

*Art. 2ter. § 1<sup>er</sup>. La Commission pour la régulation des prix est chargée de l'enquête sur l'évolution des prix à la consommation des produits et services de base figurant sur la liste jointe à l'annexe I de la présente loi.*

*Plus particulièrement, la Commission pour la régulation des prix examinera chaque mois, pour chacun des produits et services de base visés à l'alinéa précédent, l'augmentation de prix relative par rapport au prix moyen du produit ou du service dans le même mois de l'année calendaire précédente.*

Documents précédents:

Doc 53 **1208/ (2010/2011)**:  
001: Projet de loi.  
002 à 004: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

1 maart 2011

**WETSONTWERP**  
houdende diverse bepalingen

**AMENDEMENTEN**

ingediend in de commissie voor het Bedrijfsleven

Nr. 4 VAN DE HEER **TOBBACK** EN MEVROUW **VANHESTE**

Art. 3/1 (*nieuw*)

**In Titel 2, een nieuw hoofdstuk 2 invoegen met als opschrift "Maatregelen tot beheersing van de prijzen" dat een artikel 3/1 bevat, luidende:**

*"Art. 3/1. In de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen, wordt een artikel 2ter ingevoegd, luidende:*

*Art. 2<sup>o</sup>ter. § 1. De Commissie tot Regeling van de Prijzen is belast met het onderzoek naar de evolutie van de consumptieprijzen van de basisproducten en de basisdiensten die voorkomen op de lijst die als bijlage I bij deze wet is opgenomen.*

*In het bijzonder onderzoekt de Commissie tot Regeling van de Prijzen maandelijks voor elk van de in het vorig lid bedoelde basisproducten en basisdiensten de relatieve prijsstijging ten opzichte van de gemiddelde prijs van het product of de dienst in dezelfde maand van het vorige kalenderjaar.*

Voorgaande documenten:

Doc 53 **1208/ (2010/2011)**:  
001: Wetsontwerp.  
002 tot 004: Amendementen.

*La Commission publiera chaque mois, d'une manière compréhensible et accessible au public, l'augmentation de prix relative constatée.*

*§ 2. La Commission veille à ce que les prix des produits et services de base:*

- ne soient pas exagérés, compte tenu de l'accessibilité de ces produits et services pour tous;*
- ne résultent pas en un bénéfice déraisonnable.*

*§ 3. La Commission émet d'office, dans un délai d'un mois, un avis motivé à l'intention du ministre, lorsqu'une augmentation anormale des prix des produits et services de base est constatée.*

*Par augmentation anormale des prix, on entend: un produit ou service de base a subi une augmentation de prix dont l'indice séparé de ce produit ou service est supérieur, sur une période d'un an, de 2,5 % par rapport à l'indice global des prix à la consommation sur la même période.*

*Avant de formuler un avis motivé, le secteur concerné ou les entreprises concernées sont entendus. La charge de la preuve comme quoi l'augmentation des prix n'est pas exagérée et qu'elle ne résulte pas en un bénéfice déraisonnable incombe au secteur ou aux entreprises concernés.*

*L'avis visé à l'alinéa premier comporte une liste de recommandations à l'intention du ministre.*

*Les avis formulés par la Commission visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont publiés d'une manière compréhensible et accessible au public."*

#### JUSTIFICATION

Le présent amendement tend à habiliter la Commission pour la régulation des prix à exercer un contrôle sur l'augmentation des prix des besoins de base.

Ces derniers mois, les prix des besoins de base des consommateurs marquent une augmentation croissante: l'alimentation, l'énergie, le logement, ... sont tous devenus plus chers. En décembre 2010, l'inflation est passée à 3,4 pour cent en rythme annuel.

Aujourd'hui à nouveau, les prix augmentent plus rapidement dans notre pays que dans les pays voisins et dans la zone euro. La BNB et l'Observatoire des prix ont, ces dernières années, publié de nombreux rapports et études expliquant les raisons pour lesquelles les prix et l'inflation augmentent plus rapidement en Belgique que dans les pays voisins. Les grandes fluctuations des prix des matières énergétiques dans

*De Commissie publiceert maandelijks op een voor het publiek begrijpelijke en toegankelijke manier de vastgestelde relatieve prijsstijging.*

*§ 2. De Commissie ziet erop toe dat de prijzen van de basisproducten en basisdiensten:*

- niet overdreven zijn, gelet op de toegang tot deze producten en diensten voor iedereen;*
- niet resulteren in een onredelijke winst.*

*§ 3. De Commissie brengt ambtshalve binnen een termijn van één maand een gemotiveerd advies uit, gericht aan de Minister, indien er een abnormale stijging van de prijzen van basisproducten en basisdiensten wordt waargenomen.*

*Onder abnormale stijging van de prijzen wordt verstaan: een basisproduct of basisdienst onderging een prijsstijging, waarvan het afzonderlijke indexcijfer van dit product of dienst over een periode van één jaar 2,5 % hoger ligt dan het globaal indexcijfer van de consumptieprijzen over dezelfde periode.*

*Vooraleer een gemotiveerd advies uit te brengen, wordt de betrokken sector of ondernemingen gehoord. De bewijslast om aan te tonen dat de stijging van de prijzen niet overdreven is en niet resulteert in een onredelijke winst berust bij de betrokken sector of ondernemingen.*

*Het advies bedoeld in het eerste lid bevat een lijst met aanbevelingen gericht aan de minister.*

*De adviezen van de Commissie bedoeld in het eerste lid worden bekend gemaakt op een voor het publiek begrijpelijke en toegankelijke manier."*

#### VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe de Commissie tot regulering der prijzen controle te laten uitoefenen op de prijsstijging van basisbehoeften.

De prijzen van basisbehoeften van consumenten vertonen de laatste maanden een permanente en snelle stijging: voeding, energie, wonen, enzovoort zijn allemaal duurder geworden. In december 2010 nam de inflatie toe tot 3,4 procent op jaarbasis.

Ook nu weer stijgen de prijzen in ons land sneller dan in onze buurlanden en in de eurozone. Er zijn de voorbije jaren talrijke studies en rapporten uitgekomen van de NBB en het prijzenobservatorium over de verklaringen waarom de prijzen en de inflatie in België sneller stijgen dan in onze buurlanden. Een dominante factor om dit inflatieverschil te verklaren zijn de grote schommelingen in de energiegrondstoffenprijzen in

notre pays sont un facteur dominant pour expliquer ce différentiel d'inflation. La rapidité de cette répercussion s'explique par la pratique belge de l'adaptation mensuelle des prix à la consommation par le recours à des formules de tarification qui sont notamment basées sur l'évolution des prix des matières énergétiques, ce qui est unique en Europe.

Le rapport 2009 de l'Observatoire des prix indique à juste titre que dans un système d'indexation automatique des salaires (sur la base de l'indice santé qui correspond dans les grandes lignes à l'inflation sous-jacente), il est effectivement important de ne pas enregistrer de hausses de prix structurellement plus élevées qu'ailleurs.

Une discussion relative à un contrôle accru des prix ne peut plus être un tabou. Engager cette discussion ne signifie pas du tout que l'on rejette le fonctionnement du marché comme base de la détermination du prix, mais bien que l'on vise de nouveau à atteindre un équilibre plus sain. Pour les produits et services de base, il est indiqué d'aboutir à un contrôle accru des prix, précisément pour garantir à tous l'accès à ces produits et services.

La loi du 22 janvier 1945 prévoit déjà des mécanismes permettant de maîtriser les prix. Le ministre de l'Économie dispose de divers instruments permettant d'intervenir dans la fixation du prix de produits et de services à travers la conclusion de contrats de programme, la fixation de prix et de marges maximums ou les procédures de demande d'augmentations de prix et la notification des augmentations de prix. Aujourd'hui, le contrôle des prix est encore d'application dans huit secteurs pour lesquels la concurrence ne peut pas fonctionner de manière optimale ou parce qu'ils se caractérisent par une dimension nettement sociale.

Le présent amendement entend élargir les compétences de la Commission en prévoyant un contrôle permanent sur les prix d'un ensemble de produits et de services considérés généralement comme besoins de base. À cet égard, la Commission doit veiller à ce que les prix de ces produits et services soient raisonnables et qu'ils restent accessibles à tous les consommateurs. La proposition s'inscrit précisément dans l'objectif visant à instaurer la transparence nécessaire en ce qui concerne les prix et les raisons de leur augmentation. Cela doit éviter que les prix soient relevés sans raisons fondées. La Commission se verra en outre conférer la compétence de tirer la sonnette d'alarme lorsqu'une augmentation de prix exceptionnelle se produit susceptible d'avoir un impact sur le pouvoir d'achat des ménages ou constituant un danger pour l'accès des consommateurs à ces produits et services de base.

Lorsque la Commission constate une augmentation de prix exceptionnelle de ces produits et services, elle doit émettre, dans un délai d'un mois, un avis à l'intention du ministre de l'Économie.

Il est question d'une augmentation de prix exceptionnelle lorsque l'augmentation de l'indice distinct de ce produit ou service est supérieure, sur une période d'un an, de 2,5 % par rapport à l'indice global des prix à la consommation sur la même période.

ons land. De snelheid van die doorrekening heeft te maken met de Belgische praktijk van maandelijkse aanpassing van de consumptieprijzen aan de hand van tarifieringsformules die onder meer zijn gesteund op het prijsverloop van de energiegrondstoffen, wat uniek is in Europa.

Het jaarverslag 2009 van het prijzenobservatorium stelt terecht dat in een systeem van automatische loonindexering (op basis van de gezondheidsindex die in grote lijnen overeenstemt met de onderliggende inflatie) immers belangrijk is dat er geen structureel hogere prijsstijgingen worden opgetekend dan elders.

Een discussie over een verscherpt toezicht op de prijzen mag geen taboe meer zijn. Deze discussie aangaan, betekent helemaal niet dat de marktwerking als basis voor de prijsbepaling wordt verworpen. Het betekent wel dat er opnieuw naar een gezonder evenwicht wordt gestreefd. Voor basisproducten en basisdiensten is het aangewezen dat er een verscherpt toezicht komt op de prijzen, precies om de toegang tot deze producten en diensten voor iedereen te garanderen.

De wet van 22 januari 1945 voorziet reeds in mechanismen om de prijzen onder controle te houden. De minister van Economie beschikt over verschillende instrumenten om tussen te komen in de prijsbepaling van producten en diensten via het afsluiten van programmaovereenkomsten, het vaststellen van maximumprijzen en –marges of de procedures van de prijsverhogingsaanvraag en de kennisgeving van de prijsverhoging. De prijzencontrole is vandaag nog van toepassing op acht sectoren waarbinnen de mededinging niet optimaal kan functioneren of omdat ze worden gekenmerkt door een uitgesproken sociale dimensie.

Dit amendement wenst de bevoegdheden van de Commissie uit te breiden met een permanent toezicht op de prijzen van een pakket van producten en diensten die algemeen worden beschouwd als basisbehoeften. De Commissie moet hierbij toezien dat de prijzen voor deze producten en diensten redelijk zijn en toegankelijk blijven voor alle consumenten. Het voorstel kadert precies in de doelstelling om de nodige transparantie in te stellen over de prijzen en de redenen waarom de prijzen worden verhoogd. Zo moet worden vermeden dat de prijzen worden opgetrokken zonder gegronde redenen. Daarnaast zal de Commissie bevoegd worden om aan de alarmbel te trekken indien er zich een uitzonderlijke prijsstijging voordoet die een impact kan hebben op de koopkracht van de gezinnen of een gevaar uitmaakt voor de toegang van de consumenten tot deze basisproducten en –diensten.

Indien een uitzonderlijke prijsstijging van deze producten en diensten door de Commissie wordt vastgesteld, moet zij binnen een termijn van 1 maand een advies uitbrengen aan de minister van Economie.

Er is sprake van een uitzonderlijke prijsstijging indien de stijging van het afzonderlijke indexcijfer van dit product of dienst over een periode van 1 jaar 2,5 % hoger ligt dan het globaal indexcijfer van de consumptieprijzen in dezelfde periode.

Avant d'émettre un avis, le secteur concerné ou les entreprises concernées sont entendus afin de fournir plus de précisions sur l'augmentation de prix exceptionnelle. Il appartient au secteur ou aux entreprises de prouver que l'augmentation de prix n'est pas exagérée ou qu'elle ne résulte pas en un bénéfice déraisonnable. L'avis de la Commission comporte une liste de recommandations pour le ministre quant à la politique à suivre en ce qui concerne cette augmentation de prix anormale. Le ministre peut, sur la base des recommandations, soumettre le produit ou le service au contrôle des prix ou proposer d'autres mesures.

Annexe: liste des produits et services visés à l'article 3/1

Pain  
Riz  
Farine  
Pâtes alimentaires  
Corn-flakes  
Viande de boeuf  
Viande de porc  
Viande de mouton et d'agneau  
Volaille domestique  
Charcuterie et préparations de viande  
Poisson  
Lait entier  
Yaourt entier  
Lait demi-écrémé  
Boisson à base de soja  
Fromage belge mi-dur  
Fromage à pâte dure genre gouda  
Œufs  
Beurre  
Margarine  
Huile de maïs  
Huile d'olive  
Fruits frais  
Légumes frais  
Pommes de terre  
Sucre  
Aliment pour bébé  
Café  
Thé  
Eaux minérales  
Jus de fruits  
Vêtements pour hommes  
Vêtements pour femmes  
Vêtements pour enfants  
Vêtements pour bébés  
Chaussures  
Consommation d'eau  
Électricité  
Loyers d'habitation  
Gaz  
Combustibles liquides  
Combustibles solides  
Lunetterie  
Lentilles  
Contrôle technique  
Ecole de conduite  
Transport de voyageurs par chemin du fer

Vooraleer een advies uit te brengen worden de betrokken sector of ondernemingen gehoord om nadere inlichtingen te verschaffen over de uitzonderlijke prijsstijging. Het komt aan de sector of ondernemingen toe om aan te tonen dat de uitzonderlijke prijsstijging niet overdreven is of resulteert in een abnormale winst. Het advies van de Commissie bevat een lijst van aanbevelingen aan de minister met betrekking tot de te volgen politiek aangaande deze abnormale prijsstijging. De minister kan het product of de dienst op basis van de aanbevelingen aan de prijzencontrole onderwerpen of andere maatregelen voorstellen.

Bijlage: Lijst van producten en diensten bedoeld in artikel 3/1

Brood  
Rijst  
Bloem  
Deegwaren  
Cornflakes  
Rundsvlees  
Varkensvlees  
Schaaps- en lamsvlees  
Huisgevoegelte  
Vleeswaren en bereidingen van vlees  
Verse vis  
Volle melk  
Volle yoghurt  
Half afgeroomde melk  
Drank op basis van soja  
Belgische halfharde kaas  
Harde kaas Gouda-type  
Eieren  
Boter  
Margarine  
Maïsolie  
Olijfolie  
Vers fruit  
Verse groenten  
Aardappelen  
Suiker  
Babyvoeding  
Koffie  
Thee  
Mineraalwater  
Vruchtensap  
Herenkleding  
Kleding voor dames  
Kleding voor kinderen  
Babykleding  
Schoenen  
WATERVERBRUIK  
Electriciteit  
Woninghuur  
Gas  
Vloeibare brandstoffen  
Vaste brandstoffen  
Brilglazen  
Lenzen  
Autokeuring  
Autorijschool  
Personenvervoer per spoor

Transport en bus  
 Port d'une lettre  
 Communications téléphoniques (poste fixe)  
 Communications GSM  
 Abonnement internet  
 Ordinateur personnel  
 Logiciel  
 Savon de toilette  
 Gel de douche  
 Shampoing  
 Dentifrice  
 Papier de toilette  
 Assurance incendie  
 Assurance responsabilité civile automobile  
 Assurance responsabilité civile familiale  
 Services bancaires

Vervoer per bus  
 Briefport  
 Telefoongesprekken via abonneetoestel  
 Gsm-gesprekken  
 Internetabonnement  
 Personal computer  
 Softwarepakket  
 Toiletzeep  
 Doucheegel  
 Shampoo  
 Tandpasta  
 Toiletpapier  
 Brandverzekering  
 Autoverzekering BA  
 Familiale verzekering BA  
 Bankdiensten

## N° 5 DE M. TOBBACK ET MME VANHESTE

Art. 2/1 (*nouveau*)

### Insérer un article 2/1 rédigé comme suit:

*“Art. 2/1. L'article 74, 2°, alinéa 2, a, de la même loi, est complété par ce qui suit:*

*“Cette exception ne s'applique pas aux contrats de fourniture d'électricité ni aux contrats de fourniture de gaz naturel.”*

### JUSTIFICATION

Le présent amendement réclame des prix forfaitaires pour les contrats de fourniture d'électricité et de gaz naturel.

Les prix de l'énergie fluctuent beaucoup plus en Belgique qu'à l'étranger. La manière actuelle dont les fournisseurs adaptent les prix dans les contrats en cours manque de transparence. La majorité des contrats en matière de fourniture d'énergie conclus avec des consommateurs prévoient une formule tarifaire variable (plus de 85 %). Dans ces contrats, les prix sont adaptés mensuellement en fonction des cours des paramètres d'indexation. Depuis la libéralisation du marché de l'énergie, les fournisseurs fixent librement leur formule d'indexation, en ce compris les paramètres dont elle se compose.

La loi relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur autorise les hausses de prix sur la base de clauses d'indexation de prix, pour autant que ces clauses ne soient pas illégales et que le contrat précise explicitement le mode d'adaptation des prix.

La situation qui prévaut actuellement en matière d'indexation des prix dans le secteur énergétique est toutefois problématique. Étant donné que les formules d'indexation ne

## Nr. 5 VAN DE HEER TOBBACK EN MEVROUW VANHESTE

Art. 2/1 (*nieuw*)

### Een artikel 2/1 invoegen, luidend als volgt:

*“Art. 2/1. Artikel 74, 2°, tweede lid, a, van dezelfde wet, wordt aangevuld als volgt:*

*“Deze uitzondering is niet van toepassing op overeenkomsten tot levering van elektriciteit en op overeenkomsten tot aardgaslevering.”*

### VERANTWOORDING

Dit amendement vraagt vaste prijzen voor contracten tot levering van elektriciteit en aardgas.

De Belgische energieprijzen schommelen veel sterker dan in het buitenland. De huidige manier waarop leveranciers de prijzen in lopende overeenkomsten aanpassen is niet transparant. De meerderheid van de energiecontracten afgesloten met consumenten zijn contracten met een variabele prijsformule (meer dan 85 %). De prijzen in deze contracten worden maandelijks aangepast aan het verloop van indexparameters. Sinds de vrijmaking van de energiemarkt bepalen de leveranciers vrij hun indexeringsformule, met inbegrip van de parameters waaruit ze zijn samengesteld.

De wet marktpraktijken en consumentenbescherming staat prijsverhogingen toe op basis van bedingen van prijsindexering, voor zover deze niet onwettig zijn en de wijze waarop prijzen worden aangepast expliciet beschreven is in de overeenkomst.

De huidige toestand inzake de prijsindexering in de energiesector is echter problematisch. Gelet op het feit dat de indexeringsformules niet de onderliggende kostencomponenten

mentionnent pas les composantes sous-jacentes des coûts, il est impossible de vérifier la formule d'indexation actuelle. L'étude de la BNB et le dernier rapport trimestriel de l'observatoire des prix imputent la volatilité accrue des prix de l'énergie au modèle, unique en Europe, qui prévoit une indexation mensuelle des prix à la consommation pour le gaz naturel et l'électricité en Belgique. Cette mesure a une incidence directe sur l'indice général belge et explique en partie le différentiel d'inflation entre la Belgique et la zone euro et nos voisins. En France, les tarifs sont toujours largement réglementés. Aux Pays-Bas, le régulateur apprécie si une modification tarifaire proposée est raisonnable eu égard aux coûts du fournisseur.

La situation que nous connaissons actuellement en Belgique est inacceptable pour le consommateur qui est confronté à des adaptations mensuelles opaques, qui ne sont répercutées que sur la facture finale, ainsi que sur notre économie, du fait que les hausses fréquentes des prix du gaz et de l'électricité contribuent de manière déterminante à nos taux d'inflation.

Le présent amendement met un terme à la volatilité des prix de l'énergie en n'autorisant plus que les contrats fixes. Dans d'autres pays, les fournisseurs d'énergie travaillent aussi exclusivement avec des contrats fixes. Le client paie le même montant tous les mois, pendant toute la durée du contrat.

#### N° 6 DE M. TOBBACK ET MME VANHESTE

##### Art. 3/2 (nouveau)

**Dans la section précitée, insérer un article 3/2 rédigé comme suit:**

*“Art. 3/2. L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, remplacé par la loi du 29 avril 1999 et modifié par les lois du 16 juillet 2001, du 20 mars 2003, du 1<sup>er</sup> juin 2005 et du 20 juillet 2006, est complété par ce qui suit:*

*“50° “acteur dominant du marché”: entreprise de gaz naturel qui importe ou achète plus de 37 % de la quantité totale de gaz naturel achetée en Belgique à des fins d'approvisionnement du marché belge. La part de l'entreprise dans la quantité totale de gaz naturel qui est produite et achetée et qui est distribuée en Belgique est fixée par la commission.”*

##### JUSTIFICATION

Il va sans dire que l'approvisionnement en énergie d'un pays est d'une importance primordiale. Le coût des fournitures d'énergie et la garantie d'approvisionnement et de fourniture sont déterminants pour le pouvoir d'achat et le confort de nos ménages et pour la compétitivité de nos entreprises.

vermelden, is het onmogelijk de huidige indexeringsformule te verifiëren. De studie van de NBB en het laatste kwartaalverslag van het prijzenobservatorium wijten de toegenomen volatiliteit van de energieprijzen aan het voor Europa unieke model waarbij de consumptieprijzen voor aardgas en elektriciteit in België maandelijks worden geïndexeerd. Dit heeft een directe impact op het algemene Belgische indexcijfer en is mede een verklaring voor het Belgische inflatieverschil ten opzichte van het eurogebied en onze buurlanden. In Frankrijk zijn de tarieven grotendeels gereguleerd gebleven. In Nederland oordeelt de regulator of een voorgestelde tariefwijziging redelijk is gelet op de kosten van de leverancier.

De huidige Belgische toestand is onaanvaardbaar voor de consument die wordt geconfronteerd met maandelijks ondoorzichtige aanpassingen die pas op de eindfactuur worden verrekend maar ook economisch doordat de snelle frequentie van de stijging van de prijzen van elektriciteit en gas een dominante factor is in onze inflatiecijfers.

Dit amendement maakt een einde aan de grillige energieprijzen door enkel nog te werken met vaste contracten. In andere landen werken energieleveranciers tevens alleen met vaste contracten. De klant betaalt elke maand hetzelfde bedrag, voor de hele duurtijd van het contract.

#### Nr. 6 VAN DE HEER TOBBACK EN MEVROUW VANHESTE

##### Art. 3/2 (nieuw)

**In voormelde afdeling, een artikel 3/2 invoegen, luidende:**

*“Art. 3/2. Artikel 1 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, vervangen bij de wet van 29 april 1999 en gewijzigd bij de wetten van 16 juli 2001, 20 maart 2003, 1 juni 2005 en 20 juli 2006, wordt aangevuld als volgt:*

*“50°. “dominante marktspeler”: aardgasonderneming die meer dan 37 % van al het in België aangekochte aardgas invoert of aankoopt voor levering op de Belgische markt. Het aandeel van onderneming in de totale hoeveelheid aardgas die wordt geproduceerd en aangekocht en in België wordt verdeeld wordt bepaald door de commissie.”*

##### VERANTWOORDING

De energievoorziening van een land is uiteraard van primordiaal belang. De kostprijs van de energieleveringen en de bevoorradings- en leveringszekerheid zijn bepalend voor de koopkracht en het comfort van onze gezinnen en de concurrentiekracht van onze ondernemingen. De laatste

Ces dernières années, notre approvisionnement en énergie a connu une évolution rapide et profonde.

En Europe et dans notre pays, le marché de l'énergie a été libéralisé au cours des dernières années. Cette libéralisation devait entraîner une baisse des prix pour le consommateur et faciliter l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché. Ces objectifs sont restés un voeu pieux en majeure partie. La situation de la Belgique est préoccupante en ce qui concerne tant le monopole de production que la présence stratégique du détenteur du monopole historique dans la gestion des réseaux.

Avec ses filiales belges (la SA Electrabel, la SA Electrabel Customer Solutions et la SA Distrigaz), l'entreprise française Suez possède une part de marché écrasante de la production d'électricité, de la fourniture d'électricité et de gaz naturel et de l'approvisionnement en gaz naturel.

Selon le rapport sur le marché de l'électricité établi par la Commission européenne, la Belgique se caractérise par le marché de production le plus concentré de tous les pays de l'UE examinés: 83 % de la capacité installée et 82,3 % de la production en 2004 en Belgique étaient aux mains de l'ancien détenteur du monopole historique, la SA Electrabel (Suez). Par conséquent, les nouveaux acteurs continuent à dépendre fortement d'Electrabel et sont exposés à des risques de manipulation des prix. Une étude réalisée par *London Economics* arrive à la conclusion que non seulement sur le plan de la production d'électricité mais aussi au niveau du négoce et de la fourniture, le marché est profondément perturbé par la concentration dans les mains d'Electrabel.

Le risque d'un abus éventuel de cette position dominante par une partie qui occupe une position de force sur le marché (par une manipulation des prix, un accès problématique aux réseaux, une utilisation abusive des données opérationnelles des concurrents, l'imputation des coûts d'équilibre excessifs, etc.) suffit déjà à dissuader de nombreux acteurs potentiels d'investir dans de nouvelles centrales ou activités en Belgique. Ce quasi-monopole continuera donc à se maintenir, à moins que le législateur ne prenne des initiatives appropriées.

Les acteurs qui détiennent une position de marché dominante ("les acteurs dominants du marché") ont la possibilité de fixer eux-mêmes les prix. La Commission européenne qualifie une entreprise de "*Significant Market Power*" — dotée de la possibilité de fixer les prix — lorsqu'elle possède une part de marché allant de 25 à 37 %. Le législateur a prévu, tant dans la loi sur l'électricité que dans la loi sur le gaz, que le ministre qui a l'Économie dans ses attributions peut, après avis de la Commission de la Régulation de l'Électricité et du Gaz et après délibération en Conseil des ministres, fixer des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz (article 15/10 de la loi sur le gaz, article 20 de la loi sur l'électricité). Ces deux lois prévoient que les prix maximaux peuvent être fixés de manière à:

1° éviter des subsides croisés entre catégories de clients;

jaren kenmerken zich door snelle en verregaande transitie in onze energievoorziening.

In Europa en in ons land is de energiemarkt de laatste jaren vrijgemaakt. Deze vrijmaking moest leiden tot een daling van de prijzen voor de consument en tot de intrede van nieuwe marktspelers. Dit is voor een groot deel theorie gebleven. Zowel inzake het productiemonopolie als de strategische aanwezigheid van de historische monopolist in het beheer van de netten, is de Belgische situatie problematisch.

Het Franse bedrijf Suez heeft via haar Belgische dochters Electrabel NV, Electrabel Customer Solutions NV en Distrigas NV een overweldigend marktaandeel in de markt van respectievelijk de productie van elektriciteit, de levering van elektriciteit en aardgas en de bevoorrading van aardgas.

België heeft — volgens het rapport van de Europese Commissie over de elektriciteitsmarkt — van alle onderzochte EU-landen de meest geconcentreerde productiemarkt: 83 % van het geïnstalleerd vermogen en 82,3 % van de productie in 2004 in België waren in handen van de historische monopolist Electrabel NV (Suez). Het gevolg is dat nieuwkomers sterk afhankelijk blijven van Electrabel en worden geconfronteerd met risico's op prijsmanipulatie. Een studie van *London Economics* komt tot de conclusie dat niet alleen op vlak van de elektriciteitsproductie, maar ook voor trading en levering, de markt grondig wordt verstoord door het monopolie van Electrabel.

Het risico op een mogelijk misbruik van deze machtspositie door een dominante partij (via prijsmanipulatie, problematische toegang tot netten, het misbruik van bedrijfsgegevens van concurrenten, het aanrekenen van hoge evenwichtskosten,...) is reeds voldoende om vele nieuwe partijen te weerhouden van te investeren in nieuwe centrales of activiteiten in België. Dit quasi-monopolie houdt zichzelf dus in stand, tenzij de wetgever gepaste initiatieven neemt.

Spelers met een dominante marktpositie ("dominante marktspelers") verkeren in de mogelijkheid zelf een prijs te zetten. De Europese Commissie beschouwt een bedrijf als een "*Significant Market Power*" — met mogelijkheden tot prijszetting — indien het een marktaandeel heeft vanaf 25 à 37 %. De wetgever heeft in zowel de elektriciteitswet als de gaswet de mogelijkheid voorzien dat de minister, bevoegd voor economie, maximumprijzen kan vastleggen voor de levering van elektriciteit en gas na advies van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas en beraadslaging in de Ministerraad (artikel 15/10 Gaswet, artikel 20 Elektriciteitswet). Beide wetten voorzien dat de maximumprijzen zodanig worden vastgesteld dat:

1° kruissubsidies tussen categorieën van afnemers worden vermeden;

2° assurer qu'une partie équitable des gains de productivité résultant de l'ouverture du marché du gaz/de l'électricité revient de manière équilibrée aux clients résidentiels et professionnels, dont les petites et moyennes entreprises, sous forme d'une baisse des tarifs;

3° axer progressivement les tarifs appliqués aux clients visés au 2° sur les meilleures pratiques tarifaires sur le même segment du marché dans les autres États membres de l'Union européenne, compte tenu des spécificités du secteur de la distribution.

Or, étant donné que les marchés de fourniture de gaz et d'électricité dans les régions sont libéralisés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 dans toute la Belgique et que la concurrence entre les fournisseurs commence à jouer, la fixation de prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz constituerait, à elle seule), une solution insuffisante. Des prix maximaux pourraient avoir un effet pervers, à savoir l'éviction, du marché, des fournisseurs qui n'ont guère ou pas de capacité de production ou qui n'ont pas de contrats à longue durée et qui sont obligés de s'approvisionner en électricité et en gaz auprès de leur concurrent. C'est la raison pour laquelle la présente proposition de loi prévoit aussi la possibilité d'instaurer des prix maximaux pour l'électricité et le gaz sur les marchés en gros ("whole sale markets"). Étant donné que la régulation des prix ne peut être qu'une mesure transitoire vers un véritable marché libre avec un "level playing field", les prix maximaux ne sont prévus que pour les entreprises qui contrôlent plus de 37 % du marché de la production d'électricité ou de l'importation du gaz naturel. Cela signifie que la régulation disparaîtra dès qu'il n'y aura plus d'entreprises de ce type et que les "parties dominantes du marché" ne seront plus actives sur le marché belge. La présente proposition de loi prévoit également que les prix maximaux seront introduits "sur proposition" de la Commission (la CREG). Cela s'inscrit dans la philosophie de la nécessité de disposer d'un régulateur fort et indépendant dans le secteur de l'électricité et du gaz.

#### N° 7 DE M. TOBBACK ET MME VANHESTE

Art. 3/3 (nouveau)

**Dans le chapitre 2 précité, insérer un article 3/3 rédigé comme suit:**

*"Art. 3/3. Dans l'article 15/10 de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1999 en modifié par les lois du 20 mars 2003 en du 1<sup>er</sup> juin 2005, les mots "après avis de "sont chaque fois remplacés par les mots "sur proposition de"."*

JUSTIFICATION

Voir l'amendement n° 6.

2° wordt gewaarborgd dat een billijk deel van de productiviteitsverbetering ingevolge de openstelling van de gasmarkt/elektriciteitsmarkt op evenwichtige wijze ten goede komt van residentiële en professionele afnemers, waaronder de kleine en middelgrote ondernemingen, in de vorm van een vermindering van de tarieven;

3° de tarieven voor de in 2° bedoelde afnemers geleidelijk worden afgestemd op de beste tariefpraktijken in hetzelfde marktsegment in de andere lidstaten van de Europese Unie, rekening houdend met de bijzondere kenmerken van de distributiesector.

Maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en gas alleen bieden een onvoldoende oplossing nu de markten voor levering in de gewesten sinds 1 januari 2007 in heel België zijn vrijgemaakt en de concurrentie tussen leveranciers begint te spelen. Maximumprijzen zouden immers een pervers effect kunnen hebben door leveranciers zonder of met slechts een beperkte productiecapaciteit of langetermijncontracten die verplicht zijn elektriciteit en gas bij hun concurrent te betrekken uit de markt te duwen. Dit wetsvoorstel voorziet daarom ook in de mogelijkheid om maximumprijzen in te voeren voor elektriciteit en gas op de groothandelsmarkten ("whole sale markets"). Vermits prijsregulering enkel een overgangsmaatregel kan zijn naar een echte vrije markt met een *level playing field*, worden de maximumprijzen enkel voorzien voor ondernemingen die meer dan 37 % van de markt voor de productie van elektriciteit of voor de invoer van aardgas voor hun rekening nemen. Dit betekent dat de regulering wegvalt op het moment dat er geen zulke ondernemingen meer zullen zijn en er geen "dominante marktpartijen" meer op de Belgische markt zullen actief zijn. Dit wetsvoorstel bepaalt ook dat de maximumprijzen zullen worden ingevoerd "op voorstel" van de Commissie (de CREG). Dit past in de filosofie van de noodzaak aan een onafhankelijke en sterke regulator in de sector van elektriciteit en gas.

#### Nr. 7 VAN DE HEER TOBBACK EN MEVROUW VANHESTE

Art. 3/3 (nieuw)

**In voormeld hoofdstuk 2, een artikel 3/3 invoegen, luidende:**

*"Art. 3/3. In artikel 15/10 van de dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1999 en gewijzigd bij de wetten van 20 maart 2003 en 1 juni 2005, worden de woorden "na advies van de commissie" telkens vervangen door de woorden "op voorstel van de commissie"."*

VERANTWOORDING

Zie amendement nr. 6.



## N° 8 DE M. TOBBACK ET MME VANHESTE

Art. 3/4 (nouveau)

**Dans le chapitre 2 précité, insérer un article 3/4 rédigé comme suit:**

*“Art.3/4. Dans la même loi, il est inséré un article 15/10bis rédigé comme suit:*

*“Article 15/10bis. Sur la proposition de la commission, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer des prix maximaux pour les acteurs dominants du marché en ce qui concerne l’importation et l’achat de gaz naturel pour la livraison sur le marché belge, tels que visés à l’article 1<sup>er</sup>, 50°.*

*La commission veille à ce que ces prix maximaux profitent aux clients résidentiels et professionnels finaux sous la forme d’une baisse des tarifs. À cet effet, tous les acteurs, personnes physiques ou morales établies ou non en Belgique, du marché du gaz naturel transmettront à la commission, dans les délais demandés par la commission, des informations périodiques en vue du suivi du fonctionnement du marché, de la concurrence et des aspects techniques et tarifaires du marché du gaz naturel. La commission peut procéder, sur les lieux, au contrôle des renseignements et de l’information qui lui ont été fournis.*

*La commission peut infliger une amende administrative en cas de non-respect ou d’observation insuffisante de cette obligation d’information et des délais prévus. L’amende pécuniaire ne peut être inférieure à 2 500 euros ni supérieure à 3 % du chiffre d’affaires réalisé par la personne concernée sur le marché belge du gaz naturel pendant le dernier exercice clôturé. L’amende pécuniaire est perçue au profit du Trésor par l’Administration du cadastre, de l’enregistrement et des domaines.”*

## JUSTIFICATION

Voir l’amendement n° 6.

## N° 9 DE M. TOBBACK ET MME VANHESTE

Art. 3/5 (nouveau)

**Dans le chapitre 2 précité, insérer un article 3/5 rédigé comme suit:**

## Nr. 8 VAN DE HEER TOBBACK EN MEVROUW VANHESTE

Art. 3/4 (nieuw)

**In voormeld hoofdstuk 2, een artikel 3/4 invoegen, luidende:**

*“Art. 3/4. In dezelfde wet wordt een artikel 15/10bis ingevoegd, luidende:*

*“Artikel 15/10bis. Op voorstel van de commissie kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, maximumprijzen vastleggen voor dominante marktspelers op vlak van invoer en aankoop en aardgas voor levering op de Belgische markt zoals bepaald in artikel 1, 50°.*

*De commissie ziet erop toe dat deze maximumprijzen ten goede komen van residentiële en professionele eindafnemers in de vorm van tariefverminderingen. Daartoe dienen alle actoren, al dan niet in België gevestigde natuurlijke of rechtspersonen, van de aardgasmarkt de commissie periodieke informatie voor de opvolging van de marktwerking, de mededinging en de technische en tarifaire aspecten van de aardgasmarkt, te overhandigen binnen de termijnen gevraagd door de commissie. De commissie kan ter plaatse overgaan tot een controle van de inlichtingen en van de informatie die haar wordt verstrekt.*

*Bij niet of onvoldoende naleving van deze informatieverplichting en termijnen, kan de commissie een administratieve geldboete opleggen. De geldboete mag niet lager zijn dan 2 500 euro en niet hoger dan 3 procent van de omzet die de betrokken persoon heeft gerealiseerd op de Belgische aardgasmarkt tijdens het laatste afgesloten boekjaar. De geldboete wordt ten voordele van de Schatkist geïnd door de Administratie van het kadaster, de registratie en domeinen.”*

## VERANTWOORDING

Zie amendement nr. 6.

## Nr. 9 VAN DE HEER TOBBACK EN MEVROUW VANHESTE

Art. 3/5 (nieuw)

**In voormeld hoofdstuk 2, een artikel 3/5 invoegen, luidende:**

“Art. 3/5. L'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, modifié par les lois des 30 décembre 2001, 14 janvier 2003, 20 mars 2003, 1<sup>er</sup> juin 2005, 20 juillet 2005, 20 juillet 2006 et 16 mars 2007, est complété par ce qui suit:

“41° “acteur dominant du marché”: entreprise disposant sur le territoire belge d'une capacité de production d'électricité supérieure à 37 % de la capacité de production belge. La capacité de production de l'entreprise et des entreprises qui y sont associées et liées est définie par la commission.”

## JUSTIFICATION

Voir l'amendement n° 6.

N° 10 DE M. **TOBBACK** ET MME **VANHESTE**

Art. 3/6 (nouveau)

**Dans le chapitre 2 précité, insérer un article 3/6 rédigé comme suit:**

“Art. 3/6. Dans l'article 20 de la même loi, modifié par les lois des 20 mars 2003 et 20 juillet 2005, les mots “après avis de la commission” sont chaque fois remplacés par les mots “sur proposition de la commission”.”

## JUSTIFICATION

Voir l'amendement n° 6.

N° 11 DE M. **TOBBACK** ET MME **VANHESTE**

Art. 3/7 (nouveau)

**Dans le chapitre 2 précité, insérer un article 3/7 rédigé comme suit:**

“Art. 3/7. Dans la même loi, il est inséré un article 20bis rédigé comme suit:

“Art. 20bis. Sur proposition de la commission, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer des prix maximaux pour les acteurs dominants du marché en ce qui concerne la production d'électricité pour le marché belge, tels que visés à l'article 2, 41°.

“Art. 3/5. Artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij de wetten van 30 december 2001, 14 januari 2003, 20 maart 2003, 1 juni 2005, 20 juli 2005, 20 juli 2006 en 16 maart 2007, wordt aangevuld als volgt:

“41° “dominante marktspeler”: onderneming die op het Belgische grondgebied beschikt over een elektriciteitsproductiecapaciteit die groter is dan 37 % van de Belgische productiecapaciteit. De productiecapaciteit van de onderneming en de daarmee geassocieerde en verbonden ondernemingen wordt bepaald door de commissie.”

## VERANTWOORDING

Zie amendement nr.6.

Nr. 10 VAN DE HEER **TOBBACK** EN MEVROUW **VANHESTE**

Art. 3/6 (nieuw)

**In voormeld hoofdstuk 2, een artikel 3/6 invoegen, luidende:**

“Art. 3/6. In artikel 20 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 20 maart 2003 en 20 juli 2005, worden de woorden “na advies van de commissie” telkens vervangen door de woorden “op voorstel van de commissie”.”

## VERANTWOORDING

Zie amendement nr. 6.

Nr. 11 VAN DE HEER **TOBBACK** EN MEVROUW **VANHESTE**

Art. 3/7 (nieuw)

**In voormeld hoofdstuk 2, een artikel 3/7 invoegen, luidende:**

“Art. 3/7. In dezelfde wet wordt een artikel 20bis ingevoegd, luidende:

“Art. 20bis. Op voorstel van de commissie kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, maximumprijzen vastleggen voor dominante marktspelers op vlak van elektriciteitsproductie voor de Belgische markt zoals bepaald in artikel 2, 41°.

*La commission veille à ce que ces prix maximaux profitent aux clients résidentiels et professionnels finaux sous la forme d'une baisse des tarifs. À cet effet, tous les acteurs, personnes physiques ou morales établies ou non en Belgique, du marché de l'électricité transmettront à la commission, dans les délais demandés par celle-ci, des informations périodiques en vue du suivi du fonctionnement du marché, de la concurrence et des aspects techniques et tarifaires du marché de l'électricité. La commission peut procéder, sur les lieux, au contrôle des renseignements et de l'information qui lui ont été fournis.*

*La commission peut imposer une amende administrative en cas de non-respect ou d'observation insuffisante de cette obligation d'information et des délais prévus. L'amende ne peut être inférieure à 2 500 euros ni supérieure à 3 % du chiffre d'affaires réalisé par la personne concernée sur le marché belge de l'électricité pendant le dernier exercice clôturé. L'amende est perçue au profit du Trésor par l'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines."ep*

#### JUSTIFICATION

Voir amendement n° 6.

*De commissie ziet erop toe dat deze maximumprijzen ten goede komen van residentiële en professionele eindafnemers in de vorm van tariefverminderingen. Daartoe dienen alle actoren, al dan niet in België gevestigde natuurlijke of rechtspersonen, van de elektriciteitsmarkt de commissie periodieke informatie voor de opvolging van de marktwerking, de mededinging en de technische en tarifaire aspecten van de elektriciteitsmarkt, te overhandigen binnen de termijnen gevraagd door de commissie. De commissie kan ter plaatse overgaan tot een controle van de inlichtingen en van de informatie die haar wordt verstrekt.*

*Bij niet of onvoldoende naleving van deze informatieverplichting en termijnen, kan de commissie een administratieve geldboete opleggen. De geldboete mag niet lager zijn dan 2 500 euro en niet hoger dan 3 procent van de omzet die de betrokken persoon heeft gerealiseerd op het Belgische elektriciteitsmarkt tijdens het laatste afgesloten boekjaar. De geldboete wordt ten voordele van de Schatkist geïnd door de Administratie van het kadaster, de registratie en domeinen."*

#### VERANTWOORDING

Zie amendement nr. 6.

Bruno TOBBACK (sp.a)  
Ann VANHESTE (sp.a)